

CSE Central du 26 mars 2020

De trop nombreuses failles dans la gestion de la crise

CSE Central de crise

Lors de cette réunion du CSE Central demandée par les représentants du personnel la direction a eu bien du mal à reconnaître les trop nombreuses failles dans sa gestion de la crise sanitaire. Pourtant ce sont bien les nombreuses interrogations des salariés et leurs inquiétudes qui ont justifié la demande des élus.

En dépit de ses discours rassurants et des consignes censées être appliquées partout sur les sites, il faut bien admettre que tout n'est pas fait à France Télévisions pour réduire strictement la présence des salariés sur les sites, à Paris, en région et dans les Outre-mer, de garantir leur protection et de limiter au maximum le niveau des risques de contamination.

Certes l'audiovisuel public a un rôle majeur d'information à jouer dans cette période de crise, que personne ne conteste, mais cela n'exonère pas l'entreprise de se plier elle aussi aux règles de confinement applicables partout et à tous.

A compter du 16 mars, les bureaux se sont vidés rapidement mais souvent d'une manière abrupte, sans véritable « mode d'emploi », et avec toutes les problématiques liées au télétravail. Ensuite, pour ceux qui ont été contraints de se rendre sur les lieux de travail, essentiellement pour assurer l'information, force est de constater que l'impréparation était manifeste.

Impréparation

Pour justifier cette impréparation face à la pandémie et l'absence de Plan de Continuité de l'Activité (PCA) qui est pourtant une obligation légale, la direction affirme que cette crise sanitaire était totalement imprévisible.

Même si cette crise surprend par son ampleur, il est difficile de croire qu'à l'heure de la mondialisation ce scénario n'ait à aucun moment été envisagé dans une entreprise qui est Opérateur d'Importance Vitale (OIV) et qui met régulièrement à jour son plan de continuité d'activité en cas de crue centennale à Paris ou de risque cyclonique dans les Outre-mer.

Quand on observe les alertes épidémiques de ces dernières années avec le SRAS, le H1N1, Ebola, le chikungunya, le zika ou la dengue, qui ont aussi frappé des salariés des Outre-mer, il y a de quoi être surpris. Pour mémoire le film *Contagion*, sorti en 2011, qui décrit de façon assez réaliste ce qui se passe en ce moment (hormis le taux de mortalité du virus), a fait plus de 700 000 entrées en France.

Des effectifs toujours trop nombreux sur le terrain

Quand la CGT démontre qu'il est nécessaire de réduire encore les effectifs pour limiter les risques de contagion, la direction continue à diffuser des chiffres objectivement erronés. Elle prétend ne pas comprendre les écarts

entre les 220 personnes qu'elle reconnaît présentes au Siège à midi et les 326 plateaux repas qui ne suffisent même pas à satisfaire la demande des salariés présents... Et que penser des chiffres égrenés chaque jour sur la réalité de la contamination dans l'entreprise ? Sont-ils réellement vérifiés ?

Quand la CGT questionne la direction sur les équipes de reportage envoyées dans les régions pour faire des micro trottoirs ou des sujets que l'on pourrait parfaitement réaliser en toute sécurité via nos outils numériques, la direction ne répond pas vraiment. Ce faisant elle fait prendre des risques bien inutiles aux reporters et aux personnes qu'ils rencontrent. De la même façon, est-il raisonnable de faire un 20H de près d'une heure comme le 26 mars, en exposant plus que de raison les équipes sans apporter plus d'information que dans un JT de 30 minutes ?

Quand de multiples témoignages démontrent que le télétravail est loin d'être systématique là où il devrait l'être, la direction de l'information répond qu'elle y travaille mais qu'au Siège c'est beaucoup plus compliqué à mettre en place qu'en région ou dans les Outre-mer et qu'il faut comprendre les salariés qui auraient de l'appréhension à maitriser ces configurations nouvelles.

Quand la CGT fait comprendre à la direction de la Fabrique et celle de la DGDAP qu'externaliser les tournages des émissions de flux dans le privé ne garantit en aucun cas le respect des gestes barrières, quand on constate que la protection de ces salariés précaires dont on sait la pression sur l'emploi qu'ils subissent, ont dû travailler dans des conditions de sécurité sanitaire déplorables, on nous assure que tout est bien fait pour garantir leur sécurité.

Insuffisante protection des personnels

Quand la question cruciale du manque de masques est démontrée dans tous les secteurs suite à la réquisition par le gouvernement des masques (commandés tardivement par FTV) pour compenser la criminelle pénurie qui frappe le personnel soignant, la direction de la sécurité assure qu'un très grand nombre de commandes ont été passées.

Et dans le même temps, la direction précise que ces masques, si l'on en croit la doctrine officielle, n'ont qu'une utilité relative. Tout le monde comprendra que cette doctrine d'Etat ne vise qu'à justifier, après coup, les conséquences de cette terrible pénurie.

Et l'on constate par ailleurs une absence totale de matériel de protection dans les Outre-mer, masques, gel hydro alcoolique, perches... Sachant que il y a une urgence est absolue à anticiper dans des territoires comme la Réunion et Mayotte qui ne sont encore qu'au stade 2 de l'épidémie.

Pour la CGT, la situation est trop grave pour que l'on se satisfasse des discours de circonstance ou de protections juridiques et formelles.

Seul le confinement peut endiguer l'épidémie

Compte tenu de l'incurie du pouvoir politique qui n'a cessé depuis des années de torpiller l'hôpital public, compte tenu de la pénurie des moyens de protection, de l'absence de moyens de dépistages et de l'état du monde hospitalier qui arrive à saturation, on sait que le seul moyen efficace de freiner l'épidémie aujourd'hui est le confinement le plus stricte.

La CGT exige de concentrer toute notre activité sur les sites sur nos missions réellement

essentielles et vitales, en privilégiant immédiatement et sans tergiverser l'organisation du télétravail partout où il est possible.

France Télévisions Publicité est parvenue à confiner 98% de ses salariés dès le début de la crise tout en continuant son activité. A FTV les effectifs restant sur site ou sur le terrain devraient dépasser actuellement les 15%, soit environ un millier de salariés à l'échelle de l'entreprise. Si on y ajoute la rotation des personnels sur les différents postes de travail, le potentiel de contamination reste considérable.

Qui peut croire que FTV ne puisse réduire ce chiffre. Cela n'entre-t-il pas aussi dans ses responsabilités d'entreprise citoyenne ?

La meilleure façon d'aider les soignants, ce qu'ils ne cessent de répéter, c'est de rester confinés chez soi !

**Continuer à aller travailler
ou sortir du confinement
quand on peut être en télétravail
c'est de la non assistance à hôpital en danger !**

Paris, le 27 mars 2020